

BILLET DE BLOG 4 mai 2017

Élection présidentielle : pour un monde multilatéral et durable

Auteur

Teresa Ribera

Ministre pour la Transition écologique de l'Espagne

 Temps de lecture: 3 min

Les programmes des deux candidats en lice pour le second tour de l'élection présidentielle opposent deux visions très contrastées de la place de la France dans la mondialisation (ce qu'elle peut y perdre, ce qu'elle peut y gagner), de la coopération internationale et du rôle de l'Union européenne. En creux, deux approches radicalement différentes du développement socio-économique sont proposées au choix des Français : préférence nationale pour Marine Le Pen versus coopération internationale (notamment européenne) pour Emmanuel Macron. Il convient néanmoins de noter que le développement durable a été très peu présent dans la campagne présidentielle, et totalement absent du débat télévisé de l'entre-deux tours.

Une réponse exclusivement nationale aux enjeux planétaires de durabilité, fondée notamment sur un affaiblissement de l'Union européenne et plus largement du système de coopération multilatérale, relève d'une illusion dans un monde toujours plus interconnecté et interdépendant, et ne peut en aucun cas constituer une solution ; cet isolement aggraverait même les symptômes de crise environnementale, sociale et économique que connaît la France, parmi d'autres pays. Poursuivre le travail mené par l'Union européenne depuis 60 ans de coordination des stratégies et de mutualisation de moyens au service de sociétés plus sûres, démocratiques et durables est une nécessité. La France peut et doit continuer à y jouer avec conviction et légitimité une partition majeure, contribuant ainsi, avec ses partenaires, au nécessaire renouvellement du projet européen et aux transformations inéluctables de nos sociétés vers plus de soutenabilité économique, sociale et environnementale.

Les Objectifs de développement durable (ODD) sont au cœur de cet agenda de transformation, et constituent un levier (géo)politique important pour la France. Ces objectifs universels adoptés par la communauté internationale en 2015 ont acté le développement durable comme un enjeu de solidarité et de justice, définissant notre avenir commun de prospérité : chaque pays doit apporter sa part, en coopération avec d'autres, pour une meilleure faisabilité et plus d'ambition, et en apportant son aide aux plus vulnérables. La France et l'Union européenne, qui ont irrigué le processus de négociation de ces objectifs de cette vision progressiste du développement, devront être exemplaires dans leur mise en œuvre. Ce n'est pas encore le cas pour la France, qui peut néanmoins – comme d'autres pays ont commencé à le faire – donner une impulsion politique forte pour faire des ODD le cadre de réforme et d'amélioration de ses politiques publiques. De même, dans un contexte géopolitique certes incertain, la France, garante légitime de l'Accord de Paris sur le climat, a la capacité, avec ses partenaires européens, de maintenir la dynamique d'engagements et d'actions initiée lors de la COP21 en 2015. Et en matière agricole, la France doit être force de proposition à la fois pour la viabilité socio-économique et écologique à long terme du secteur et pour une réforme ambitieuse de la politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne.

La mise en politique du développement durable ne peut se passer de l'Union européenne et de la coopération multilatérale. À l'heure du choix politique entre deux visions radicalement opposées, seul ce cadre de gouvernance internationale, dans lequel s'inscrit le candidat Emmanuel Macron, permettra à la France d'œuvrer à la réalisation d'un projet de mondialisation régulée, plus juste et solidaire. Une fois ce choix fait, c'est un chantier majeur auquel il faudra s'atteler activement.